

Stéphane Audoin-Rouzeau, historien français spécialiste de la violence de guerre, réagit au discours d'Emmanuel Macron sur le génocide de 1994, prononcé jeudi lors de sa visite à Kigali

« Sur le Rwanda, un discours de vérité solide vaut mieux que des excuses »

Mémoire

Le président de la République a reconnu jeudi les « responsabilités » de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 et dit espérer que les Rwandais puissent un jour pardonner aux autorités françaises de ne pas avoir su l'empêcher. Dans un discours particulièrement attendu prononcé au mémorial de Gisozi à Kigali, Emmanuel Macron s'est efforcé de tourner la page d'une relation douloureuse entre les deux pays, soulignée par le récent rapport des historiens de la mission Duclert qui a conclu aux « responsabilités accablantes », mais pas à la « complicité » de la France.

Interview Jean-Dominique Merchet

HISTORIEN À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS), spécialiste de la violence de guerre et du premier conflit mondial, Stéphane Audoin-Rouzeau se consacre désormais au génocide des Tutsis du Rwanda. Il est notamment l'auteur d'*Une initiation : Rwanda 1994-2016* (Seuil, 2017).

Dans son discours à Kigali, le président Macron n'a pas prononcé le mot « excuses ». A-t-il eu raison ?

Il me semble que l'on s'est trop focalisé sur cette question des excuses. L'important, à mes yeux, c'était l'institutionnalisation d'un discours de vérité, discours déjà « officialisé » par la remise des rapports Duclert et Muse il y a deux mois. Mieux valait un discours de vérité solide et pas d'excuses, plutôt que l'inverse. Ajoutons qu'il y a dans le discours d'Emmanuel Macron une demande de pardon en quelque sorte « indirecte » : « Seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent peut-être pardonner, nous faire le don de nous pardonner. » On ne demande pas le pardon, mais on espère qu'il nous sera accordé, en somme...

Le président a parlé de « la France » sans jamais désigner par leur nom les responsables de l'époque, François Mitterrand au premier chef. Là encore a-t-il eu raison ?

C'est là l'aspect le plus décevant du discours. Car « la France », qu'est-ce à dire ? En fait, autour de François Mitterrand lui-même, un petit groupe d'une dizaine de personnes a préempté toute la politique française au Rwanda, au moins jusqu'à la cohabitation de 1993. Ce petit groupe d'« assassins de papier » - assassins de papier malgré eux, mais assassins de papier néanmoins - porte toute la responsabilité des erre-

« Au sens courant, il est évident que les responsables français ne souhaitaient pas le génocide. D'un point de vue de droit pénal international, les choses sont plus compliquées... »

ments criminels de la politique française. L'État français n'a pas démerité dans sa totalité, des tas d'objections à la politique suivie sont remontées vers les décideurs, de la part de la DGSE notamment. Ces décideurs méritent désormais de basculer dans les potbelles de l'Histoire.

Quid de la responsabilité des militaires ?

C'est un autre point faible du discours. On le sait : l'armée française s'est très bien « tirée » du rapport Duclert. Certes, en démocratie, la responsabilité primaire des décisions militaires revient au pouvoir civil, et à ce titre, il eût été profondément anormal de faire porter le chapeau de la politique suivie à l'armée française, pour laquelle j'ai beaucoup de respect. Pour autant, le chef d'état-major de l'époque, l'amiral Lanxade, n'était pas un simple exécutant, mais un copro-



A Kigali jeudi, Emmanuel Macron est venu « reconnaître [les] responsabilités » de la France dans le génocide des Tutsis.

ducteur des décisions prises. Il faudrait ici descendre au niveau de l'opérationnel. Les forces françaises, de 1990 à 1993, se sont-elles contentées d'assister les forces armées rwandaises ? Le général Varret, commandant de la Mission militaire de coopération, a bien dit que ce n'était pas le cas, et c'est pour cela qu'il a démissionné et quitté l'armée. Et puis, les artilleurs français n'ont-ils jamais manié eux-mêmes les canons de 105 mm livrés par la France ? Il est difficile de le croire. Enfin, le général Patrice Sartre a incriminé les puissants moyens de combat de Turquoise, au détriment des moyens de secours humanitaire, et il a évoqué « l'échec humanitaire » de l'opération. Tout ceci devra être tiré au clair.

Pour Emmanuel Macron, la France est « responsable » mais pas « complice ». Ce raisonnement vous convainc-t-il ?

Cette question de la « complicité » empoisonne le débat autour du rapport Duclert depuis deux mois. Les responsables de la politique française de l'époque s'en sont saisis pour dire qu'il n'y avait « rien à voir ». Au sens courant, il est bien évident - et il l'a toujours été à mes yeux - que les responsables français ne souhaitaient pas le génocide, n'ont pas voulu qu'il advienne, et n'ont commis aucun acte d'appui direct à celui-ci. D'un point de vue de droit pénal international, les choses sont plus compliquées. La jurisprudence pourrait permettre de reconnaître une complicité sans intentionnalité, en fonction du niveau d'aide apporté. Dès lors, si des associations de rescapés, en France, au Rwanda, en Belgique, décidaient de lancer des actions en justice pour ce motif, qui oserait leur en faire le reproche ?

De manière plus générale, quel regard portez-vous sur la politique mémorielle du président Macron ? Croyez-vous possible cette « réconciliation des mémoires » à laquelle il aspire ?

Pour avoir accueilli le président à Péronne, à l'Historial de la Grande Guerre, à la fin de son itinéraire mémorielle de 2018, et pour avoir lu de près ses communiqués sur l'assassinat de Maurice Audin et d'Ali Boumendjel en 1957 par les paras d'Aussaresses pendant la bataille d'Alger, il me semble que cette politique mémorielle est assez remarquable. De même pour le rapport commandé à l'historien Benjamin Stora, tout le problème étant ici le déclin du pouvoir algérien à son endroit. Mais pour le Rwanda, le Président a été confronté à une « accélération du temps » : deux mois seulement se sont écoulés entre l'« officialisation » d'un discours de vérité grâce aux rapports Duclert et Muse, et le discours d'Emmanuel Macron à Kigali : c'est très peu ! Deux décennies s'étaient écoulées entre l'officialisation d'un savoir historique sur le rôle de Vichy dans la déportation des juifs de France et le discours de Jacques Chirac en juillet 1995, reconnaissant la responsabilité de la France.

@jdomerchet

Tribune libre

Emmanuel Sales

Paris est le vrai verrou de la croissance européenne



LA FRANCE, DISAIT ALFRED SAUVY, est une république de paysans et d'avocats. Notre conception de la monnaie est patrimoniale, notre vision de l'économie demeure fondée sur des rapports juridiques. Dans les années 1930, cela nous a conduits à nous accrocher désespérément à l'étalon-or et à privilégier des mesures de contraction de la demande interne alors que tous les pays autour de nous dévaluaient leur monnaie et que l'Allemagne se préparait à la guerre. Il a fallu le plan Marshall et les grands projets de la V^e République pour moderniser le pays. Ainsi, la clé de voûte de l'euro, ce n'est pas le mark allemand, c'est l'inconscient monétaire des Français qu'un siècle de stabilité, du franc de Germinal jusqu'à la guerre de 14, a amenés à prendre le signe de la richesse pour la richesse elle-même. Nous continuons de raisonner comme si la monnaie engendrée par le système bancaire était de nature différente de celle créée par « les entrepreneurs ». Toute intervention de la Banque centrale qui excède l'escompte de créances certaines gagées sur des actifs « réels » nous apparaît comme une création artificielle de « droits de créance » fictifs, générateurs à terme d'inflation.

Ce « surmoi » monétaire, dont la Banque de France s'enorgueillit en faisant sa « spécificité » constitue un obstacle profond à l'amélioration des perspectives d'activité. La monnaie est le carburant de la croissance. Les Anglais et les Américains, que l'on peut difficilement taxer de « socialisme », l'ont bien compris (les premiers depuis le XVIII^e siècle !), en soutenant leur économie durant les phases de crises et en offrant aux entreprises des perspectives

visibles d'activité soutenues par un cadre macroéconomique et monétaire cohérent. L'écart de trajectoire entre l'Europe et les États-Unis ne s'explique pas autrement.

Conservatisme. Les élites françaises parviendront-elles à rompre avec leur conservatisme économique, que traduit leur obsession de la « monnaie forte » et des « réformes structurelles » ? On peut malheureusement en douter. Comme en 2009, les autorités comptent sur le consommateur américain pour relancer la machine économique. Déjà les entrepreneurs sont invités à se préparer au retrait des mécanismes de soutien de l'activité. La BCE pourrait annoncer en juin la réduction de son programme d'achat de titres. Le spectre de l'inflation fait son retour, quand la faiblesse de l'inflation européenne depuis vingt ans devrait être au centre des préoccupations.

Les circonstances sont moins faciles qu'il y a dix ans. La faiblesse du dollar pèse sur les exportations européennes. La hausse des taux longs outre-Atlantique risque de se transmettre sur le continent avant que la croissance ne soit de retour. L'Europe n'a d'autre choix que de soutenir son marché intérieur. L'Allemagne, qui veut combler son retard en matière de réseaux et d'infrastructures, en est consciente. La France, qui a le plan de relance le plus faible de tous les pays de l'Union européenne (après la Finlande), compte sur les recettes du libéralisme le plus éculé pour renouer avec la prospérité. Paris, et non Berlin, est le véritable verrou de la croissance européenne. Emmanuel Sales est président de la Financière de la Cité.

beyond | l'Opinion

OPEN MIC

Le podcast qui va à la rencontre de Forward-Looking Leaders,
ces dirigeants visionnaires qui questionnent le statu quo
et font évoluer les règles du jeu.

À découvrir sur lopinion.fr et toutes les plateformes de podcasts :
Spotify, Deezer, Google Podcasts, Apple Podcasts...

NOTRE PROCHAIN RENDEZ-VOUS :

Episode 9
Vendredi 28 mai
Nicolas Dufourcq
Directeur Général de Bpifrance

Beyond Associés est spécialisé dans le recrutement, l'évaluation et le coaching de dirigeants et membres de conseils d'administration